

1848 : LA RÉVOLUTION OUBLIÉE

Fiche de Lecture

I. INSURRECTION, LE TEMPS DES POSSIBLES

La Révolution de 1848 s'étend de février à juin, elle est à l'origine de la II^e République. Pour retracer ses événements et ses idéologies, les auteurs ont analysé des témoignages écrits conservés à ce jour. Afin de mieux en comprendre les enjeux, ce livre retrace les événements comme une fiction.

L'ouvrage commence par un prologue exposant la situation de la France d'avant les événements, celle de la monarchie de juillet, gouvernée par le roi Louis-Philippe I^{er}. Cette même monarchie est marquée dès ses débuts par le mécontentement ouvrier (comme les révoltes des Canuts quatre ans après le début du régime). Le XIX^e siècle est celui des idéologies. La France voit émerger les premières idées socialistes, communistes, démocratiques, etc. Les événements de 1848 voient toutes les idéologies réunies pour des causes différentes. 1848 exprime à la fois un mécontentement face à la corruption et aux crises agricoles et industrielles, la peur pour le droit de propriété ou encore la demande d'élargissement du vote censitaire. Dès 1847, les demandes d'instauration du suffrage universel ressurgissent dans un écho aux idéaux de 1789. Elle même née d'une révolution, la monarchie craint de succomber à une autre. Certaines libertés sont ainsi limitées pour éviter les attroupements de républicains.

En réaction à l'interdiction des banquets républicains du 22 février, une foule se rassemble dans les rues de Paris et se dirige vers l'Assemblée et les Champs-Élysées. Les quartiers populaires s'hérissent de barricades. Au lendemain, la répression ordonnée par le pouvoir se retourne contre la monarchie. Une partie de la garde nationale se rallie aux manifestants. François Guizot, ministre du roi, tente de calmer la foule en annonçant la formation d'un nouveau cabinet. Mais rien n'y fait, à 21h30, une fusillade stoppe l'avancée des manifestants devant le ministère des affaires étrangères. L'événement sonne l'heure de l'insurrection, les cadavres sont hissés en un cortège funèbre. Le jeudi 24 février le pouvoir mobilise le maréchal Bugeaud pour réprimer la révolte. Adolphe Thiers et Odilon Barrot sont à leur tour appelés pour former un ministère. Les deux hommes entament les négociations de la dissolution de la Chambre tandis que la foule s'empare du Palais-Royal et de l'Hôtel de Ville. Poussé par les événements, et ne parvenant pas à fuir la capitale, le roi n'a plus d'autre choix que d'abdiquer.

Les insurgés sont forts de plusieurs classes sociales et du ralliement de la garde nationale. On y retrouve à la fois les jeunes bourgeois lettrés et les ouvriers. Peu à peu, le terme de « République » fait son apparition dans les slogans du peuple. Dans le même temps, les symboles liés à la monarchie sont attaqués. Si l'on ne touche pas à l'intégrité physique du roi, on organise une crémation du trône royal, on organise une fête populaire aux Tuileries, etc. Mais c'est à l'Hôtel de Ville que se joue le cœur de la révolution. Vers midi, opposants monarchistes et républicains modérés s'y entendent sur l'établissement d'une liste pour un nouveau gouvernement. La question de la régence est encore source de division. Lors de la dernière séance de la Chambre, la jeune duchesse se présente avec son fils et se propose pour la régence. A ce moment des hommes dont le capitaine Dunoyer tentent d'entrer dans l'hémicycle. D'autres colonnes de protestataires entrent et somment le président Sauzet de partir, ce qu'il fait avec soulagement. Un gouvernement provisoire composé de personnalités républicaines est alors proclamé et l'Assemblée est évacuée. Ce gouvernement ne prétend pas se substituer à l'opinion publique, mais son exigence républicaine lui accorde le soutien de la foule.

À cause de la pression populaire, les membres du gouvernement se divisent sur les réponses à apporter aux attentes des insurgés. Pour se légitimer face à la révolte et rassurer les insurgés, le nouveau gouvernement proclame des mesures à un rythme soutenu. Mais les ouvriers des barricades exigent des mesures concrètes et immédiates. Quelques noyaux révolutionnaires se forment alors

avec le drapeau rouge comme emblème. À la fin de la journée, un groupe arrive à s'introduire dans la salle du gouvernement en exigeant la formation d'une République sociale et d'un droit de travail. Le refus est presque unanime mais Louis Blanc défend cette idée en rédigeant une déclaration d'intention. La question est posée mais le droit au travail n'est pas encore posé dans la loi. D'autres groupes s'imposent à nouveau dans les salles de l'Hôtel de Ville afin d'imposer le drapeau rouge, ce que le gouvernement refuse. Il faudra l'intervention oratoire de Lamartine pour imposer le drapeau tricolore et apaiser les tensions. Le drapeau rouge s'efface peu à peu, s'accompagnant des cris de « Vive la République ! ». Les tensions retombent enfin et les barricades disparaissent progressivement au cours de la nuit.

III. JUIN 1848, L'INSOUTENABLE ÉMEUTE

Après la revue du 21 Mai et tandis que la nouvelle assemblée nationale légifère pour répondre à la rue, la tension monte sur le sujet des nouveaux ateliers nationaux. À la fois au sein de l'assemblée nationale que dans la rue en passant par la presse, les opinions se divisent. Dès le 24 mai, un premier sursaut annonce les débordements à venir. Suite à la proposition du ministre des travaux publics de fermer les ateliers, des pétitions sont lancées et la presse ouvrière appelle à l'insurrection contre un pouvoir jugé bourgeois et royaliste. Les élections partielles du 5 juin donnent peu d'espoir aux ouvriers, le parti de l'ordre est toujours en position de force à l'assemblée.

Le 21 juin, la fermeture définitive des ateliers nationaux sonne le cri d'alarme pour les ouvriers parisiens. Cette fois, l'heure n'est plus à promouvoir l'égalité ou dénoncer l'exploitation des hommes, la foule est désormais poussée par la faim et le sentiment d'injustice. En réaction aux premières barricades, l'Assemblée se retourne contre la rue qui l'avait mis au pouvoir trois mois plus tôt. Le ministre de la guerre, Cavaignac, est nommé commandant en chef de tous les corps d'armée de la capitale. Au matin, retenant la leçon du mois de Février et de 1830, Cavaignac adopte une stratégie militaire. Il refuse la dispersion des troupes et concentre toutes ses forces sur trois points de la capitale. La première répression du lendemain arrive à reprendre le contrôle de la partie ouest de la capitale. Au matin du 24, la capitale est coupée entre deux mondes, la césure sociale, dit-on, se lit sur le tracé des barricades. Les deux parties se disent défendre la vraie république contre des forces anti-républicaines. C'est la République sociale contre République libérale. L'ennemi royaliste n'étant plus au pouvoir, l'idée d'une guerre civile apeure les populations provinciales qui, au lieu de se solidariser avec les émeutiers, se tourne vers les partisans de l'ordre. Le même jour, l'assemblée s'en remet au sort de Cavaignac qui est élu chef du pouvoir exécutif. Immédiatement, le nouvel homme fort promulgue des lois d'exceptions limitant les libertés et somme les insurgés de se rendre.

Loin de se rendre, les insurgés profitent de la nuit pour consolider leurs positions autour de trois points à l'Est de la capitale. Les forces de l'ordre sont quant à elles ravitaillées pendant la nuit et complétées par les renforts des provinces. Des corps d'armée, mais aussi des civils accourent depuis les provinces, non pas pour grossir les rangs de l'insurrection, mais pour défendre les institutions républicaines. L'assaut qui en suit est particulièrement sanglant et ne cède aucune pitié envers les émeutiers. Les témoins racontent l'atmosphère de violence gratuite et de folie meurtrière qui anime alors les agents de la répression, y compris envers ceux qui se rendent et envers les prisonniers. La tension meurtrière rend les tractations plus difficiles encore, des hommes comme Bréa ou l'archevêque Affre le payent de leur vie. Pourtant, certains écrits témoignent de négociation et discussion entre les deux parties. Le député Sénard arrive à discuter et lit même son rapport devant l'assemblée et Cavaignac. Mais dans l'atmosphère de répression, le chef de l'exécutif n'accepte aucun compromis.

L'insurrection est maîtrisée, mais la répression ne l'est plus. Les interventions des autorités freinent mais n'empêchent pas les massacres de continuer. La censure empêche l'information d'être relayée. Des témoins s'étonnent du tabou qui est fait des exaltations des vainqueurs. Parmi eux, personne n'accuse ni ne condamne les abus de manière à ne pas en porter la responsabilité. Bien au

contraire, les Parisiens et la bourgeoisie célèbrent la chute des ouvriers. Après trois mois de promotion de l'« égalité », l'ordre social est enfin rétabli et la petite bourgeoisie pouvait à nouveau sortir dans les rues. Le massacre oublié compte officiellement 1460 morts. Mais c'est sans compter les exécutions qui ont suivi. Leur estimation varie de 1500 à 4000. Une commission est par la suite mise en place pour élucider les origines de la révolte. L'idée d'un soulèvement populaire et politique sans chef est inconcevable. Le 3 juillet, pour la première fois, l'assemblée attaque l'image de la Révolution de février. Cette même Révolution qui avait pourtant permis la réunion de cette même assemblée. Les cérémonies surprennent également. L'image républicaine se détache de l'image populaire. Si les symboles républicains sont toujours là, les bannières populaires et les blouses de travailleurs ne sont plus présentes.

*Cardot Manon
Zinc Gwendoline
Defaux Matis
L3 Histoire*